



SESSION ORDINAIRE 2020 – 2021

5 OCTOBRE 2020

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROJET D'ORDONNANCE

**portant des mesures relatives à la taxe
sur les établissements d'hébergement
touristique prises en raison de la
crise sanitaire du COVID-19**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des finances et des affaires générales

par Mme Nadia EL YOUSFI (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs: Mme Nadia El Yousfi, MM. Rachid Madrane, John Pitseys, Mme Latifa Aït Baala, MM. Emmanuel De Bock, Christophe Magdalijns, Petya Obolensky, Luc Vancauwenberge, Christophe De Beukelaer, Mme Cieltje Van Achter, M. Guy Vanhengel.

Membre suppléant: Mme Delphine Chabbert.

Autres membres: Mmes Aurélie Czekalski, Fadila Laanan, M. Ahmed Mouhssin, Mme Farida Tahar.

Voir:

Document du Parlement:

A-216/1 – 2019/2020: Projet d'ordonnance.

GEWONE ZITTING 2020 – 2021

5 OKTOBER 2020

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**houdende diverse maatregelen met
betrekking tot de belasting op de
inrichtingen van toeristisch logies op grond
van de gezondheids crisis van de COVID-19**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: mevr. Nadia El Yousfi, de heren Rachid Madrane, John Pitseys, mevr. Latifa Aït Baala, de heren Emmanuel De Bock, Christophe Magdalijns, Petya Obolensky, Luc Vancauwenberge, Christophe De Beukelaer, mevr. Cieltje Van Achter, de heer Guy Vanhengel.

Plaatsvervanger: mevr. Delphine Chabbert.

Andere leden: mevr. Aurélie Czekalski, mevr. Fadila Laanan, de heer Ahmed Mouhssin, mevr. Farida Tahar.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-216/1 – 2019/2020: Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif du ministre Sven Gatz

Le ministre a tenu devant les commissaires le discours suivant:

« Le présent texte a pour objet de «désactiver» certains articles de l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique et ce pour le deuxième semestre de 2020.

Il s'agit principalement de faire en sorte que la taxe sur les établissements d'hébergement touristique – ou la Citytax – ne soit pas due pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020.

Cela signifie notamment aussi que les exploitants ne devront donc pas payer dans un délai de deux mois les demandes de paiement anticipé. Et l'administration s'abstiendra aussi d'utiliser les procédures de rectification et de taxation d'office.

Les mêmes mesures ont déjà été prises pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2020 par le biais de l'arrêté de pouvoirs spéciaux du 16 avril 2020 n° 2020/005.

Ces mesures, accompagnées d'autres mesures de soutien, sont nécessaires pour soutenir le secteur hôtelier durant cette crise sanitaire du COVID-19.

En temps normal, c'est-à-dire avec un taux d'occupation moyen normal, la taxe concernée - basée sur le nombre de nuitées - génère environ 24 millions d'euros par an, soit quelque 12 millions par semestre. Le tourisme de loisirs, tout comme le tourisme d'affaires, sont cependant quasiment à l'arrêt depuis plusieurs mois. Il est peu probable que l'activité reprenne encore cette année. Si le paiement de la taxe est suspendu, les exploitants doivent toujours faire leur déclaration mensuelle, ce qui permettra d'évaluer a posteriori l'impact précis de cette crise sur le rendement de la taxe.

Le Gouvernement est bien conscient que l'exonération d'une taxe par nuitée ne suffit pas pour soutenir un secteur sans revenu depuis le début du mois de mars. Dès lors, le Gouvernement bruxellois a également décidé mi-juillet d'octroyer aux exploitants des hôtels correctement enregistrés et qui fin 2019 n'étaient pas encore en difficultés, en plus de la prime unique de 4.000 euros, une aide financière directe supplémentaire.

A cette fin, il est prévu une enveloppe supplémentaire de 16,5 millions d'euros qui sera octroyée sous forme d'une prime forfaitaire d'environ 1.100 euros par chambre et de 200.000 euros au maximum par hôtel afin de couvrir une partie des frais fixes. Une des conditions d'octroi est que l'exploitant n'ait pas de dettes sociales ni fiscales. Nous attendons encore le feu vert de la Commission européenne d'ici quelques semaines.

I. Inleidende uiteenzetting van Minister Sven Gatz

De minister heeft voor de commissieleden de volgende toespraak gehouden:

“De voorliggende tekst heeft als doel om bepaalde artikelen van de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies te “desactiveren” en dit voor het tweede semester van 2020.

Het gaat hem vooral om het feit dat de belasting op de inrichtingen van toeristisch logies – ook soms de Citytaks genoemd – niet verschuldigd zal zijn voor de periode vanaf 1 juli tot en met 31 december 2020.

Dat houdt verder ook in dat de uitbaters niet dienen over te gaan tot voorafgaande betalingen binnen de wettelijke termijn van twee maanden. Hiermee samenhangend zal de administratie voor de betrokken periode evenmin overgaan tot de procedures van rechtzetting of van ambtshalve heffing.

Dezelfde maatregelen werden ook reeds genomen voor de periode die loopt van 1 januari tot 30 juni 2020 via het bijzondere machtenbesluit van 16 april 2020 nr. 2020/005.

Deze maatregelen zijn nodig, samen met andere steunmaatregelen, om de hotelsector te ondersteunen tijdens deze gezondheids crisis van COVID-19.

In normale tijden, bij een normaal gemiddeld bezettingspercentage dus, genereert de betrokken belasting op basis van effectieve overnachtingen rond de 24 miljoen op jaarbasis, of ongeveer 12 miljoen euro per semester. Zowel het vrije tijds- als het zakentoeerisme zijn echter nog lang niet op niveau. Het is weinig waarschijnlijk dat de toestand dit jaar al normaliseert. De betaling van de belasting is dan wel opgeschort, maar de maandelijkse aangifteverplichting in hoofde van de uitbaters blijft behouden, waardoor de precieze impact van deze crisis op het rendement van de belasting a posteriori zal kunnen worden nagegaan.

De Regering is er zich goed van bewust dat een vrijstelling van een belasting op overnachtingen op zich onvoldoende is voor een sector die sedert de maand maart weinig of geen inkomsten meer heeft. Zij heeft dan ook half juli beslist om de correct geregistreerde hoteluitbaters die eind 2019 niet in moeilijkheden waren, bovenop de eenmalige premie van 4.000 euro, bijkomende directe financiële steun toe te kennen.

Het gaat om een bijkomende enveloppe van 16,5 miljoen euro, die zal worden toegekend in de vorm van een forfaitaire premie van rond de 1.100 euro per kamer en van maximaal 200.000 euro per hotel, teneinde de lopende vaste kosten deels te kunnen dekken. Eén van de voorwaarden is dat de uitbater geen sociale of fiscale schulden heeft. We wachten wel nog op groen licht van de Europese Commissie in de komende weken.

Bruxelles doit - comme capitale européenne - s'assurer que le secteur puisse survivre à cette crise sanitaire pour plusieurs raisons: la nécessité de garder une offre complète pour pouvoir accueillir les événements importants, la protection des nombreux emplois dans ce secteur et le souci d'éviter de créer des chancres urbains.

Je vous demande donc de bien vouloir approuver ce projet d'ordonnance qui s'inscrit dans un ensemble de mesures de soutien au secteur hôtelier bruxellois. ».

II. Discussion générale

M. Emmanuel de Bock salue, au nom du groupe DéFI, le geste fort que le gouvernement bruxellois pose en faveur des exploitants de ces structures qui sont actuellement confrontés à de graves problèmes financiers et qui sont même, dans un certain nombre de cas, au bord de la faillite.

Le député demande au ministre s'il est en mesure de fournir une estimation de l'impact budgétaire de la suspension de la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique tout au long de l'année 2020.

Ce projet d'ordonnance a-t-il bien été soumis pour avis au Conseil Économique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale ? Dans l'affirmative, quelles observations le CESRBC a-t-il émises à propos de ce texte ?

La présente ordonnance va s'appliquer de façon rétroactive, dans la mesure où son article 9 dispose que le texte produit ses effets le 1er juillet 2020. Or, on constate que dans l'exposé des motifs, le gouvernement régional n'a pas pris soin de justifier de façon formelle la nécessité de faire entrer en vigueur cette ordonnance en date du 1er juillet 2020 et de lui conférer ainsi un effet rétroactif. Pour quelle raison le gouvernement n'a-t-il pas inséré dans l'exposé des motifs du présent texte un paragraphe d'explications justifiant pourquoi il était nécessaire de fixer la date d'entrée en vigueur au 1er juillet ?

Enfin, le député souhaite attirer l'attention du ministre sur le tourisme social. Il s'agit là également d'un secteur qui souffre énormément, tout en ne relevant pas entièrement des compétences de la Région, mais bien de la COCOF et de la VGC. Mais en vertu des compétences croisées, on pourrait néanmoins avoir une attention plus grande portée vers ce secteur, et prévoir les mêmes primes pour les auberges de jeunesse particulièrement.

Mme Cieltje Van Achter prend note du fait que cette taxe hôtelière rapporte à la Région chaque année quelque 24 millions d'euros. Il va de soi que pour cette année, marquée par la crise du Covid, il faudra faire une croix sur ces recettes. Mais à côté de cette exonération, le gouvernement compte libérer une enveloppe de 16 millions d'euros sous forme de primes de soutien au secteur. Ce montant devra donc être approuvé par l'Union européenne puisqu'il s'agit d'une aide d'Etat. Le groupe N-VA soutiendra ce projet d'ordonnance, car il est clair que le secteur Horeca est en souffrance : on voit bon nombre d'hôtels fermés. Ces mesures de soutien seront-

Brussel, als hoofdstad van Europa, moet absoluut de hotelsector helpen om deze gezondheids crisis te overleven en dit om verschillende redenen: er moet voldoende aanbod zijn bij beurzen of grote evenementen, de tewerkstelling in deze sector moet worden gevrijwaard en we moeten voorkomen dat er stadskankers in het straatbeeld ontstaan.

Ik vraag u heden dan ook dit ontwerp van ordonnantie te willen goedkeuren dat kadert in een geheel van steunmaatregelen aan de Brusselse hotelsector.”.

II. Algemene bespreking

De heer Emmanuel de Bock heeft in naam van de DéFI-fractie lof voor het sterk gebaar van de Brusselse regering ten gunste van de uitbaters van structuren die momenteel voor zware financiële problemen staan en in sommige gevallen zelfs aan de rand van het faillissement staan.

De volksvertegenwoordiger vraagt de minister of hij een raming kan geven van de budgettaire impact van de opschorting van de gewestbelasting op inrichtingen voor toeristisch logies tijdens het hele jaar 2020.

Werd dit ontwerp van ordonnantie wel degelijk ter advies voorgelegd aan de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest? Zo ja, welke opmerkingen heeft de ESRBGH dan gemaakt over deze tekst?

Deze ordonnantie gaat met terugwerkende kracht in werking treden, aangezien artikel 9 ervan stelt dat de tekst van kracht wordt op 1 juli 2020. In de memorie van toelichting stelt men echter vast dat de gewestregering niet gezorgd heeft voor een formele verantwoording van de noodzaak om deze ordonnantie te laten ingaan op 1 juli 2020 en dus terugwerkende kracht eraan te verlenen. Om welke reden heeft de regering in de memorie van toelichting van deze tekst geen paragraaf ingevoegd met toelichtingen die verantwoordden waarom het nodig was de tekst in werking te laten treden op 1 juli?

Tot slot wenst de volksvertegenwoordiger de aandacht van de minister te vestigen op het sociaal toerisme. Dat is ook een sector die enorm te lijden heeft, die wel niet volledig onder de bevoegdheden van het Gewest ressorteert, maar onder die van de FGC en de VGC. Op grond van de gekruiste bevoegdheden zou echter meer aandacht kunnen worden besteed aan deze sector, met dezelfde premies voor jeugdherbergen in het bijzonder.

Mevrouw Cieltje Van Achter neemt nota van het feit dat deze hotelbelasting jaarlijks zo'n 24 miljoen euro opbrengt voor het Gewest. Het spreekt voor zich dat we voor dit jaar, dat gekenmerkt wordt door de Covid-crisis, deze inkomsten mogen vergeten. Naast deze vrijstelling wil de regering echter een enveloppe van 16 miljoen euro vrijmaken in de vorm van premies om de sector te ondersteunen. Dit bedrag zal dus door de Europese Unie moeten worden goedgekeurd, aangezien het om staatssteun gaat. De N-VA-fractie zal dit ontwerp van ordonnantie steunen, want het is duidelijk dat de horecasector lijdt: veel hotels zijn gesloten. Zullen deze

elles aussi accessibles à ces hôtels actuellement fermés pour des questions de rentabilité ? Par ailleurs, l'intervenante s'associe à la question de son collègue Emmanuel De Bock au sujet de l'avis du conseil économique et social, dont le Conseil d'Etat a épinglé l'absence. Quel est le contenu de cet avis ?

Mme Nadia El Yousfi souligne que lors du confinement et de la période de déconfinement qui a suivi, le secteur hôtelier a eu le sentiment de faire partie des plus démunis face à cette crise, qu'il a prise de plein fouet. En effet, dès le début de la propagation du virus, une centaine d'hôtels à Bruxelles avaient déjà fermé leurs portes, non par obligation, mais par manque de clients. L'impact s'est lourdement prolongé après le confinement, vu que les hôtels bruxellois dépendent à 85% de la clientèle internationale. Aujourd'hui le confinement est certes terminé, mais la planète n'a pas retrouvé son niveau d'activité d'avant le Covid.

Les frais fixes dans le secteur hôtelier ne sont pas négligeables, en particulier lorsque les hôtels sont vides ou fermés. Ces frais se situent entre 30.000 et 70.000€ pour un hôtel d'une centaine de chambres, et cela sans prendre en compte le loyer ou le crédit hypothécaire. La décision de suspendre la City Tax était donc la bonne et le PS l'a soutenue dès le départ. Il faudra impérativement faire le bilan et analyser les résultats de cette ordonnance en fin d'année. Mais d'après les opérateurs, la comparaison entre les chiffres de l'année 2019 et 2020 est sans appel. Il faut également rappeler que l'année 2019 avait été très positive grâce au départ du Tour de France.

Le groupe PS est par conséquent très heureux de voir arriver ce texte. D'une part, l'urgence de la situation le justifie amplement. Mais d'autre part, la décision initiale avait été actée par la voie d'arrêté de pouvoirs spéciaux. En tant que parlementaire, l'intervenante se dit soulagée de voir que les institutions reprennent leur fonctionnement habituel. Il en va de notre démocratie.

En conclusion, le groupe socialiste soutiendra évidemment cette ordonnance et se réjouit de voir que le Gouvernement n'oublie pas le secteur hôtelier.

M. Luc Vancauwenberge, au nom du groupe PTB, déclare soutenir ces mesures, mais doute que celles-ci soient suffisantes pour soulager le secteur Horeca en crise. Ces mesures vont augmenter l'endettement de la Région, au détriment des contribuables bruxellois. La Région ne devrait-elle pas mettre davantage à contribution les multipropriétaires ?

Mme Latifa Ait Baala soutient également, au nom du groupe MR, ce projet d'ordonnance, étant donné que c'était une demande du secteur. Ces mesures de soutien au secteur hôtelier viennent en complément de la nécessité de prévoir un plan de relance cohérent pour le secteur à moyen terme, s'inscrivant dans la durée.

steunmaatregelen ook beschikbaar zijn voor de hotels die momenteel om redenen van rentabiliteit gesloten zijn? Daarnaast schaarst de spreekster zich achter de vraag van haar collega Emmanuel De Bock over het advies van de Economische en Sociale Raad; de Raad van State heeft gewezen op het gebrek daaraan. Wat is de inhoud van dat advies?

Mevrouw Nadia El Yousfi benadrukt dat de hotelsector tijdens de lockdown en de daaropvolgende afbouwperiode het gevoel had een van de meest benadeelde sectoren te zijn in het licht van deze crisis, die er stevig heeft ingehakt. Vanaf het begin van de verspreiding van het virus hadden immers al een honderdtal hotels in Brussel hun deuren gesloten, niet uit vrije wil, maar door een gebrek aan klanten. De impact bleef lang na de lockdown duren, aangezien de Brusselse hotels voor 85% afhankelijk zijn van internationale klanten. Vandaag de dag is de lockdown wel voorbij, maar de planeet is nog niet opnieuw op zijn activiteitsniveau van voor de komst van de Covid.

De vaste kosten in de hotelsector zijn aanzienlijk, zeker als de hotels leeg of gesloten zijn. Deze kosten liggen tussen de 30.000 en 70.000 euro voor een hotel met honderd kamers, zonder rekening te houden met de huur of de hypotheek. De beslissing om de City Tax op te schorten was dan ook de juiste en de PS-fractie steunde deze van meet af aan. Het is absoluut noodzakelijk om aan het einde van het jaar de balans op te maken en de resultaten van deze ordonnantie te analyseren. Maar volgens de operatoren is de vergelijking tussen de cijfers voor 2019 en 2020 onweerlegbaar. We mogen ook niet vergeten dat 2019 een zeer positief jaar was dankzij de start van de Ronde van Frankrijk.

De PS-fractie is dan ook heel blij deze tekst te zien komen. Enerzijds rechtvaardigt de urgentie van de situatie dit ruimschoots. Anderzijds werd de eerste beslissing genomen door middel van een besluit inzake bijzondere machten. Als parlamentslid was ze opgelucht te zien dat de instellingen weer normaal gingen functioneren. Het gaat om onze democratie.

Tot slot zal de socialistische fractie deze ordonnantie natuurlijk steunen en is zij blij te zien dat de regering de hotelsector niet vergeet.

De heer Luc Vancauwenberge, verklaart in naam van de PTB-fractie die maatregelen te steunen, maar betwijfelt of ze voldoende zijn om de horecasector in crisis te helpen. Deze maatregelen zullen de schuldenlast van het Gewest doen toenemen, ten koste van de Brusselse belastingbetalers. Zou het Gewest niet meer belasting moeten heffen op de eigenaars van meerdere goederen?

Mevrouw Latifa Ait Baala steunt in naam van de MR-fractie eveneens dit ontwerp van ordonnantie, gezien het feit dat de sector hierom vroeg. Deze maatregelen ter ondersteuning van de hotelsector vormen een aanvulling op de noodzaak om op middellange termijn een samenhangend en duurzaam herstelplan voor de sector op te stellen.

On sait que cette mission a été déléguée par le gouvernement à Visit.brussels, qui a mis en place des soutiens directs au secteur, ainsi qu'une réduction sur la Brussels card 48 heures en cas de réservation d'hôtel. Néanmoins, on constate que ces actions ne semblent pas rencontrer un franc succès : le taux d'occupation hôtelier est à peine de l'ordre de 20 % de celui du mois de septembre dernier. Le fonds de deux millions pour l'incitation d'organisation de réunions résidentielles favorise l'occupation des hôtels, mais on n'a enregistré à ce jour que deux demandes pour un montant de 150.000 euros. Le secteur a très peu de moyens pour solliciter ce fonds. Par ailleurs, moins de 1500 Brussels cards ont été vendues durant l'été, et l'ensemble des mesures qui ont été déployées en faveur du secteur du tourisme sont estimées aujourd'hui à 7 millions d'euros. La prolongation de la suspension de la City Tax est une mesure nécessaire, mais ne suffira pas à relever le secteur.

La députée demande quel sera le manque à gagner sur les finances régionales de la suspension de la City Tax. Qu'en est-il au niveau des additionnels communaux ? Quel est le manque à gagner pour les communes ? Pourquoi les exploitants d'hôtels doivent-ils toujours faire leur déclaration mensuelle ?

M. John Pitseys déclare que le groupe Ecolo soutiendra cette mesure. Le secteur hôtelier a été un des plus touchés par la crise du Covid. La reprise sera probablement plus lente que pour d'autres secteurs. La fréquentation des hôtels bruxellois a été très tôt affectée par la crise, dès les premières mesures de confinement. En mars 2020, les hôtels bruxellois voient leur taux d'occupation dégringoler à 28%. En avril, ce taux plonge à 2 % seulement, et n'est pas remonté substantiellement depuis lors. Selon la fédération de l'horeca bruxellois, les hôtels n'ont été remplis cet été qu'à 5%, alors qu'en 2019, lors de la même période, ce taux était de 60%. Les chiffres sont éloquentes. Certains hôtels ont ainsi décidé de rester fermés jusqu'à la fin de l'année. La diminution du tourisme en Région bruxelloise implique donc de fortes pertes pour le secteur, mais aussi une diminution des dépenses liées à la consommation courante des touristes, et a un impact indirect sur l'activité économique de la région dans son ensemble. A plus long terme, une fois les mesures de confinement levées, la fréquentation touristique pourrait ne pas remonter tout de suite à son niveau d'avant la crise. Dans tous les cas, la clientèle des hôtels bruxellois ne sera sans doute pas de retour avant la fin de l'année, sans doute pas avant mi-2021. Pour toutes ces raisons, ces mesures sont justifiées.

L'orateur demande comment le ministre voit les choses à plus long terme. Le gouvernement dispose-t-il de rapports, de projections, qui permettraient d'y voir plus clair dans les mesures fiscales à prendre à moyen terme ? Les pratiques de tourisme professionnel resteront sans doute très profondément affectées par la crise du Covid : beaucoup d'acteurs économiques se sont mis aux vidéoconférences... Il faut s'attendre à ce qu'à court terme, les pratiques de colloques et de réunions internationales soient modifiées, ce qui aura inévitablement un impact sur le secteur du

Het is bekend dat de regering dit heeft opgedragen aan Visit.brussels, die directe steun van de sector heeft ingevoerd, evenals een korting op de 48 uur Brussels Card voor hotelreserveringen. Deze acties lijken echter niet erg succesvol te zijn: de bezettingsgraad van de hotels is amper 20% van die van afgelopen september. Het fonds van 2 miljoen euro ter bevordering van het organiseren van residentiële seminars bevordert de hotelbezetting, maar tot nu toe werden slechts twee aanvragen geregistreerd voor een bedrag van 150.000 euro. De sector heeft zeer weinig middelen om dit fonds aan te vragen. Bovendien werden er in de zomer minder dan 1.500 Brussels cards verkocht en het totale bedrag aan maatregelen ten gunste van de toeristische sector wordt nu geschat op 7 miljoen euro. De verlenging van de schorsing van de City Tax is een noodzakelijke maatregel, maar zal niet voldoende zijn om de sector weer op gang te krijgen.

De volksvertegenwoordigster vraagt wat de inkomstenderving voor de gewestelijke financiën zal zijn door de opschorting van de City Tax. Hoe zit het met de gemeentelijke opcentiemen? Wat is de inkomstenderving voor de gemeenten? Waarom moeten hoteluitbaters nog steeds hun maandelijkse aangifte doen?

De heer John Pitseys verklaart dat de Ecolo-fractie deze maatregel zal steunen. De hotelsector was een van de meest getroffen sectoren door de coronacrisis. Het herstel zal waarschijnlijk trager verlopen dan in andere sectoren. De crisis had al heel vlug een invloed op het aantal hotelbezoeken in Brussel, vanaf de eerste beperkende maatregelen. In maart 2020 zagen de Brusselse hotels hun bezettingsgraad dalen tot 28%. In april is dit percentage gedaald tot slechts 2%, en sindsdien is het niet meer substantieel gestegen. Volgens de Brusselse horecafederatie waren de hotels deze zomer slechts voor 5% vol, terwijl het percentage in 2019 in dezelfde periode 60% bedroeg. De cijfers spreken voor zich. Sommige hotels hebben besloten tot het einde van het jaar gesloten te blijven. De achteruitgang van het toerisme in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betekent dus grote verliezen voor de sector, maar ook een vermindering van de uitgaven in verband met de gangbare consumptie van toeristen, en een indirecte impact op de economische activiteit in het Gewest als geheel. Op de langere termijn, wanneer de beperkende maatregelen zijn opgeheven, zal het aantal toeristen mogelijk niet onmiddellijk terugkeren naar het niveau van vóór de crisis. In elk geval zal het cliënteel van de Brusselse hotels waarschijnlijk niet terugkomen voor het einde van het jaar, waarschijnlijk niet voor het midden van 2021. Om al die redenen zijn deze maatregelen gerechtvaardigd.

De spreker vraagt hoe de minister de zaken op de langere termijn ziet. Beschikt de regering over verslagen en prognoses die een duidelijker beeld geven van de fiscale maatregelen die op middellange termijn moeten worden genomen? Het zakentoeisme zal ongetwijfeld zeer sterk beïnvloed blijven door de coronacrisis: veel economische actoren zijn begonnen met videoconferenties. Op korte termijn valt te verwachten dat de praktijken van colloquia en internationale bijeenkomsten zullen veranderen, wat onvermijdelijk gevolgen zal hebben voor de sector van het

tourisme professionnel. Il sera nécessaire d'avoir un débat politique sur la question.

Le ministre Sven Gatz répond en commençant par la dernière question : le gouvernement ne dispose d'aucune projection à moyen et long terme. On ne sait pas encore dire, à l'heure actuelle, où on se situe dans la crise du Covid, que ce soit pour le secteur hôtelier ou pour le secteur des écoles. Certes, cette crise aura un impact sur le comportement futur des touristes, mais pour le moment, il est nécessaire de prendre des mesures à court terme pour gérer la crise au quotidien. C'est pourquoi le gouvernement a libéré une enveloppe de 24 millions, qui implique également les centimes additionnels des communes : cette somme, que l'on ne percevra pas, viendra creuser la dette de la Région. C'est ainsi que l'on aidera les hôtels et les communes, car la masse budgétaire de la Région est assez limitée dans ces 24 millions. A côté de ces mesures, prévues dans ce projet d'ordonnance, il y aura une enveloppe complémentaire de 16,5 millions qui servira à financer une prime forfaitaire par chambre, avec un plafond de 200.000 euros par hôtel. Il n'est pas exclu que la Région prenne encore d'autres mesures de soutien au secteur hôtelier. Tout cela dépendra des arbitrages budgétaires en cours actuellement.

Dans ce contexte, le ministre rappelle au groupe PTB qu'il existe déjà un mécanisme fiscal qui met à contribution les multipropriétaires, puisque la dernière réforme fiscale a diminué la charge des propriétaires occupants tout en augmentant le précompte immobilier, dans des proportions raisonnables.

En réponse à la question de Mme Van Achter, le fait que les hôtels restent fermés ou soient ouverts n'a pas d'impact ni sur l'application de cette ordonnance, ni sur les mesures complémentaires de 16,5 millions.

Les hôteliers doivent toujours faire une déclaration mensuelle, mais cela vise juste à donner une information continue sur l'impact de la crise sur le taux d'occupation des hôtels.

M. Emmanuel De Bock a déduit de la réponse du ministre que l'argent qui était censé être perçu par la City Tax sera toujours ristourné aux communes. Il n'y aura donc aucune perte pour les communes ?

Le ministre le lui confirme.

M. Emmanuel De Bock demande pourquoi il faudrait exclure de la mesure les hôteliers qui ont des dettes fiscales et sociales. En effet, certains hôteliers ont, dès le début de la crise, éprouvé des problèmes de trésorerie tels qu'ils n'ont plus pu faire face à leurs obligations. Pourquoi faudrait-il les exclure du bénéfice de cette prime ? Cela risque de les fragiliser encore davantage. S'ils doivent encore payer la taxe hôtelière, celle-ci sera probablement mise en irrécouvrable.

M. Luc Vancauwenberge n'est pas convaincu par l'explication du ministre, qui se réfère à la réforme fiscale du précédent gouvernement. La vraie question est de savoir à qui

zakentoeisme. Er zal een politiek debat over deze kwestie moeten worden gevoerd.

Minister Sven Gatz begint zijn antwoord met de laatste vraag: de regering beschikt niet over prognoses op middellange en lange termijn. We weten op dit ogenblik nog niet waar we ons bevinden in de Covid-crisis, noch voor de hotelsector, noch voor de schoolsector. Het is waar dat deze crisis gevolgen zal hebben voor het toekomstige gedrag van de toeristen, maar voorlopig is het noodzakelijk om op korte termijn maatregelen te nemen om de crisis dagelijks te beheersen. Daarom heeft de regering een budget van 24 miljoen vrijgemaakt, dat ook de opcentiemen van de gemeenten omvat: dit bedrag, dat niet zal worden geïnd, zal de schuld van het Gewest doen toenemen. Zo helpen we de hotels en de gemeenten, want de begrotingsmassa van het Gewest is vrij beperkt in die 24 miljoen. Naast deze maatregelen, die in dit ontwerp van ordonnantie zijn opgenomen, zal er een extra budget van 16,5 miljoen euro worden gebruikt voor de financiering van een forfaitaire premie per kamer, met een maximum van 200.000 euro per hotel. Het is niet uitgesloten dat het Gewest verdere maatregelen zal nemen om de hotelsector te ondersteunen. Dat alles zal afhangen van de begrotingsbesprekingen die momenteel aan de gang zijn.

In dat verband herinnert de minister de PTB-fractie eraan dat er al een belastingmechanisme bestaat om multi-eigenaars te laten bijdragen, aangezien de laatste belastinghervorming de lasten voor de eigenaars-bewoners heeft verminderd en tegelijkertijd de onroerende voorheffing in redelijke proporties heeft verhoogd.

Op de vraag van mevrouw Van Achter antwoordt hij dat het feit dat de hotels gesloten blijven of open zijn, geen invloed heeft op de toepassing van deze ordonnantie of op de aanvullende maatregelen van 16,5 miljoen.

De hoteliers moeten nog steeds een maandelijkse aangifte doen, maar dit is alleen om voortdurend informatie te verstrekken over de impact van de crisis op de bezettingsgraad van de hotels.

De heer Emmanuel De Bock heeft uit het antwoord van de minister afgeleid dat het geld dat door de City Tax moest worden geïnd, nog steeds aan de gemeenten zal worden teruggestort. Dus er zal geen verlies zijn voor de gemeenten?

De minister bevestigt dat.

De heer Emmanuel De Bock vraagt waarom hoteliers met fiscale en sociale schulden van de maatregel moeten worden uitgesloten. Sommige hoteliers hadden namelijk vanaf het begin van de crisis zulke liquiditeitsproblemen dat ze niet meer aan hun verplichtingen konden voldoen. Waarom zouden zij van het voordeel van deze premie worden uitgesloten? Dit dreigt hen nog kwetsbaarder te maken. Als zij de hotelbelasting nog moeten betalen, wordt deze waarschijnlijk oninvorderbaar verklaard.

De heer Luc Vancauwenberge is niet overtuigd door de uitleg van de minister, die verwijst naar de belastinghervorming van de vorige regering. De echte vraag

on va faire payer la crise du Covid : est-ce aux contribuables et aux petits indépendants ? Ou va-t-on mettre réellement les multipropriétaires à contribution ?

Le ministre répond que tout le monde va payer la crise. Certains payeront plus que d'autres, selon le mécanisme mis en oeuvre par le précédent gouvernement. En réponse à M. De Bock, le ministre lève un malentendu : la taxe hôtelière est exonérée pour tous les hôtels, quel que soit leur état de santé social ou fiscal. Mais la prime par chambre est, elle, conditionnée au fait d'être en règle au point de vue social et fiscal. Il ne faut pas oublier que tous les hôtels ont pu bénéficier d'une bonne conjoncture en 2019, qui aurait dû leur permettre d'aborder le début de la crise en toute sérénité.

III. Discussion des articles et votes

Articles 1^{er} à 9

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Vote

Les articles 1^{er} à 9 sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

IV. Vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance

L'ensemble du projet d'ordonnance est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Nadia EL YOUSFI

Le Président,

Rachid MADRANE

is wie er voor de Covid-crisis moet opdraaien: zijn het de belastingbetalers en de kleine zelfstandigen? Of gaan we de multi-eigenaars echt laten bijdragen?

De minister antwoordt dat iedereen voor de crisis zal betalen. Sommigen zullen meer betalen dan anderen, volgens het mechanisme dat door de vorige regering is ingevoerd. In antwoord op de heer De Bock ruimt de minister een misverstand uit de weg: de hotelbelasting is vrijgesteld voor alle hotels, ongeacht hun sociale of fiscale gezondheidstoestand. De premie per kamer is echter afhankelijk van de voorwaarde dat het hotel sociaal en fiscaal in orde is. We mogen niet vergeten dat alle hotels in 2019 hebben kunnen genieten van een goede economische situatie, waardoor zij het begin van de crisis met een gerust gemoed hadden moeten kunnen ingaan.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikelen 1 tot 9

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikelen 1 tot 9 worden aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

IV. Stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Nadia EL YOUSFI

De Voorzitter,

Rachid MADRANE